



AFFIDAVIT

Je, soussignée, Carole Delcorde, analyse-rechercheur au Bureau du syndic de l'Ordre des ingénieurs du Québec au 1100, avenue des Canadiens-de-Montréal, bureau 330, à Montréal, affirme solennellement ce qui suit :

1. Je travaille à l'Ordre des ingénieurs du Québec depuis le 29 mai 1995 ;
2. J'ai occupé le poste de secrétaire de direction du Bureau du syndic de cette date jusqu'au 25 mai 2010, date à laquelle j'ai été promue au poste d'analyste-rechercheur ;
3. À titre de secrétaire de direction, j'étais la principale personne qui recevait les appels au Bureau du syndic, notamment les demandes d'information, et les redirigeait à la personne appropriée, le cas échéant ;
4. À l'occasion, des appels pouvaient être transférés directement vers un syndic par la réceptionniste ou par un autre employé de l'Ordre ;
5. Si la demande d'information requérait un traitement particulier, je redirigeais l'appel vers la conseillère juridique suivant le chapitre 2 des *Procédures et méthodes de travail*, ou encore vers l'un ou l'autre des syndics adjoints, le syndic ou un autre employé de l'Ordre, le cas échéant ;
6. J'étais également susceptible de recevoir les appels visant à informer le Bureau du syndic qu'un ingénieur aurait commis une infraction ou les demandes d'enquête concernant la conduite d'un ingénieur ;
7. En 2003, que la demande d'enquête ait été faite au téléphone ou par écrit, je suivais la procédure décrite au chapitre 1 des *Procédures et méthodes de travail* pour l'ouverture d'un dossier d'enquête ;
8. Entre autres, je complétais la première section du formulaire *Fiche d'ouverture du dossier* que je remettais par la suite au syndic ;
9. En 2003, tout comme aujourd'hui, le fait que la personne effectuant le signalement demeure anonyme ou qu'elle n'ait pas fourni de documents au soutien de sa demande ne constituait aucunement un motif justifiant de ne pas ouvrir de dossier d'enquête ;



10. En aucun cas je ne donnais à la personne qui effectuait un signalement au Bureau du syndic mon opinion sur le mérite d'une demande d'enquête ou les difficultés de preuve susceptibles de se poser ;
11. En mai 2014, j'ai été informée de la teneur du témoignage de madame Karen Duhamel devant la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats de l'industrie de la construction ;
12. Je ne me rappelle pas avoir reçu, en 2003, un appel de madame Duhamel et, malgré toutes mes démarches, je n'ai pu retracer d'indication à l'effet qu'un tel appel avait été logé au Bureau du syndic ;
13. Je suis présentement en arrêt de travail et les traitements médicaux que je subis rendent impossible toute comparution devant la Commission.

et j'ai signé à Montréal, ce 23^e jour de janvier 2015

[Redacted signature]

CAROLE DELCORDE

Affirmé solennellement devant moi
le 23 janvier 2015

[Redacted signature]

Commissaire à l'assermentation

